

N°1806

du 19
Novembre
2024



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

**QUALITÉ DU PERSONNEL ENSEIGNANT
DANS LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS**
L'assainissement se poursuit ; des enseignants remerciés pour insuffisance de niveau **P.7**

**DANS LES ZONES HUMIDES DES BASSINS
DU LAC BOKO/ZOWLA ET HINTERLAND** **P.6**
Sauvegarde du patrimoine naturel et de la restauration de la biodiversité grâce au projet WACA

**POUR PLUS D'ACCÈS AU
FINANCEMENT CLIMATIQUE** **P.3**
Faure et d'autres dirigeants veulent la contrepartie des crédits carbone cédés en Afrique

10^e FORUM ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE

Au cœur du MAKUTANO 2024, Mme Abira BONFOH évoque l'économie des hydrocarbures

P. 3

EN PLUS...

DROITS DE L'HOMME

AWANANA ET SES ÉQUIPES DU HCRRUN DANS LEURS OEUVRES
Les sessions d'indemnisations se poursuivent

AGRICULTURE

FILIÈRES MAÏS, RIZ, VOLAILLES, TOMATES, MANGUE, ANANAS,
ANACARDE, KARITÉ, FONIO, PLANTES À RACINES ET TUBERCULES
Le point de la mise en œuvre des 10 plans d'investissement

ÉCONOMIE

LOMÉ, LA CAPITALE BLEUE
Un 1^{er} Colloque scientifique international sur l'économie bleue

ENVIRONNEMENT

DANS LES PLATEAUX
Bilan à mi-parcours du reboisement 2024

RÉGION

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS AU PLAN RÉGIONAL
Le marketing territorial est expérimenté à Kara, Blitta, Atakpamé,
Kpalimé et Aného

La 10^e édition du Forum économique international, MAKUTANO, s'est tenue du 13 au 15 novembre 2024 au Centre financier de Kinshasa, sous le haut patronage de Félix Antoine Tshisekedi, Président de la République Démocratique du Congo (RDC). Ce rendez-vous annuel des pays d'Afrique centrale auquel a été invitée Mme Abira Bonfoh, l'experte en hydrocarbures, rassemble des dirigeants politiques, des chefs d'entreprise, des experts et des représentants de la société civile pour débattre des enjeux économiques et des opportunités de développement sur cette partie du continent en particulier et de l'Afrique entière en général...



Mme Abira BONFOH présentant les enjeux, les défis et les perspectives du secteur pétrolier en Afrique

En un clic, payez votre TVM par  sur l'application **OTR TVM** Disponible sur Google Play 

 **OTR**
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg


COMMUNAUTÉ

La commune Golfe 1 s'adjuge les services de l'artiste Ape'son Kossi, ambassadeur de la paix

Le Ministre-Maire Joseph GOMADO est très attaché à la culture de la paix et de la cohésion des populations. C'est du moins ce qu'on lui connaît depuis qu'il a été choisi par ses pairs pour prendre les rênes de sa commune d'origine. Pour perpétuer sa nature, il vient de trouver un chansonnier important pour prendre le bâton de pèlerin et circuler partout dans Golfe 1 pour apporter la paix.

Kossi Ape'son, auteur compositeur, artiste de la chanson traditionnelle, a été donc officiellement nommé "Ambassadeur de la paix" par le Ministre-maire de Golfe 1, Joseph Gbloekepo Gomado au cours d'une cérémonie tenue le 14 novembre dernier. En présence de la majorité des conseillers municipaux, des personnalités traditionnelles, des notables, de représentants des forces vives de la commune et de quelques acteurs culturels dont surtout King Mensah, le Maire a, non seulement justifié son choix porté sur un fils du terroir, mais surtout, fait l'éloge d'un artiste qu'il considère, posé, sérieux et attentif. "Les chansons traditionnelles sont porteuses de paix et de cohésion sociale. En écoutant les œuvres d'Ape'son, il est évident qu'il incarne ces valeurs", a fait savoir M. Gomado. Il a également explicité le rôle de son am-

bassadeur qui est nommé pour un mandat de deux ans. Avant de dire à Kossi Ape'son qu'il est désormais chargé, non seulement de promouvoir la paix dans la commune, mais aussi de préparer la relève avant la fin de son mandat, contribuant ainsi à ancrer durablement ces valeurs dans la culture locale. Mieux, l'artiste est engagé à diffuser, à travers ses prestations, un message de paix et de fraternité dans la commune Golfe 1 et sur l'ensemble du territoire national, la paix ici étant indispensable partout au Togo.

A l'artiste d'accepter la charge à lui confiée. Il appelle déjà ses fans à se mobiliser pour l'accompagner dans cette démarche de rapprochement et d'unité. "Je suis fils de Golfe 1, proche des habitants avec qui je partage des échanges simples et authentiques. Cette proximité est une force pour accomplir cette mis-



La paix et la cohésion sociale sont des responsabilités collectives auxquelles chacun de nous doit veiller", a-t-il annoncé. Comme quoi, la culture et la paix font toujours bon ménage.

NÉCROLOGIE

La résistante, poète et journaliste française Madeleine Riffaud est morte à 100 ans

* Une histoire passionnante

... Démobilisée le 31 août 1944 à la caserne de Reuilly à la fin des combats pour la Libération de Paris, elle échoue à intégrer l'armée car mineure et tuberculeuse. Sans formation ni emploi ni relations, elle souffre de pertes de mémoire causées par le mois de tortures qui n'a pris fin que quelques jours plus tôt. Apitoyé, l'hôtelier de sa planque la fait prendre en photo par un soldat américain de son âge, qu'elle guide dans Paris, le futur chanteur Sammy Davis, Jr. La jeune femme est déprimée par le "syndrome du survivant", qui s'ajoute au souvenir des tortures physiques et morales, même si, "dans les pires cauchemars que l'on fait, on ne peut pas s'accuser soi-même d'avoir fait du mal", et s'aggrave avec les décès au passage du Rhin en mai 1945 de ses camarades de la compagnie Saint-Just qui ont poursuivi dans l'armée la lutte contre les nazis : seulement trois ont survécu. En août 1945, elle reçoit la croix de guerre 1939-1945 avec palme et une citation à l'ordre de l'armée signée du général de Gaulle pour ses combats de la place de la République, "à la tête de ses hommes" avec "pendant toute la lutte l'exemple d'un courage physique et d'une résistance morale remarquables". Elle soignera ce stress plusieurs décennies plus tard lors de sessions de travail avec les psychanalystes Serge Lebovici et Jean Kestemberg, l'ex-médecin des Brigades internationales, qui la met en garde contre la thérapie qu'elle a suivie.

L'écrivain Claude Roy, rencontré à Saint-Hilaire-du-Touvet en 1941, écrit un portrait d'elle dans

le numéro de septembre 1944 de l'hebdomadaire Action, "hebdomadaire de l'indépendance française", titre populaire spécialisé dans le dessin de presse. Elle le retrouve en défilant sur un tank lors du 11 novembre 1944 et il l'emmène dans un bar-tabac à l'angle de l'avenue de Wagram et de la rue Troyon, rendez-vous des écrivains qui ont participé à la Résistance par leurs textes. Parmi eux, Paul Éluard, s'intéresse à elle. Ex-ambassadeur du surréalisme et exclu du PCF fin 1933 avant d'y adhérer en 1942, il venait de publier dans le premier numéro de la revue Choix le poème Liberté, parachuté par les avions anglais à des milliers d'exemplaires au-dessus de la France.

"Tu ne vas pas toi, dis ?", lui demande Paul Éluard, touché par sa détresse physique et morale, en lui donnant sa carte de visite et l'ordre de venir le lendemain chez lui où, avec sa femme, ils décident une quasi-adoption et écrivent une lettre de recommandation pour travailler à Ce soir, le quotidien populaire communiste fondé par Louis Aragon en 1937, fleuron du groupe de presse communiste de l'Union française de l'information en 1946 avec un demi-million d'exemplaires vendus par jour. La lettre ne donne rien mais Éluard publie dès 1944 un de ses poèmes dans sa revue L'Éternelle Revue, fondée dans la Résistance.

En attendant son propre recueil Au rendez-vous allemand, dédié à "mon amie Madeleine Riffaud, fraternellement", Paul Éluard l'emmène dans l'atelier de Pablo Picasso à Paris, pour un portrait-éclair qui doit orner le frontispice



d'un prochain recueil des poèmes écrits sous la torture en août 1944 par Madeleine, Le Poing fermé, que Paul Éluard veut publier puis simplement préfacé, en donnant à l'auteure, "ardente et pure", le temps de choisir lesquels. Éluard la publie dans le numéro 2 de la revue L'Éternelle revue en février 1945 mais la publication du recueil est retardée car Rémy Castan, éditeur plutôt bien placé auprès des Allemands, propose de s'en charger, et Madeleine accepte sans savoir, indisposant Picasso, qui reprend le portrait puis lui rend le jour de ses 21 ans, le 23 août 1945. "C'est Paul Éluard qui m'a sauvé la vie", dira-t-elle. Elle est régulièrement invitée chez les Éluard, qui la recommandent aussi à l'écrivain Vercors, devenu un ami conservé ensuite pendant un demi-siècle. Le 14 novembre 1944, le ministre de l'Intérieur signe l'ordre de mission l'envoyant à Londres pour l'ONU, formée pendant la guerre. Mais elle refuse car tient à passer Noël 1944 avec Marcel Gagliardi, hospitalisé à Saint-Hilaire du Touvet pour une thoracoplastie, opération

douloureuse visant à affaiblir une zone du poumon pour priver le bacille de Koch d'oxygène. Il lui demande de refaire sa vie, lui écrivant régulièrement, notamment le 2 février 1945 pour la féliciter d'aller se soigner car sa tuberculose l'a entre-temps obligée à des soins dans plusieurs établissements, puis à trois mois au chalet international de Combloux, en Haute-Savoie, réservé aux étudiants victimes de la guerre (déportés, prisonniers et résistants), où elle arrive le 18 février 1945. Elle y rencontre Pierre Daix, jeune déporté revenu du camp de concentration de Mauthausen. Ils se marient le 26 septembre 1945 à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), quand Pierre Daix devient chef de cabinet du ministre de l'Armement Charles Tillon et apprend la maladie qui va emporter sa mère. En novembre 1945, elle lui présente Pablo Picasso. À la même époque elle écrit des textes illustrés évoquant la Résistance, dans le magazine pour jeunes Vaillant, ancêtre de Pif Gadget, car elle veut être journaliste, pour rester fidèle à "l'esprit de résistance"... (A suivre)

LITTÉRATURE

Prix Médicis 2024 à Julia Deck pour son roman "Ann d'Angleterre"

L'autrice Julia Deck a remporté le mercredi 06 novembre dernier, le prix Médicis pour son roman autobiographique "Ann d'Angleterre". L'écrivain guatémaltèque Eduardo Halfon et Reiner Stach, le biographe allemand de Kafka, ont été aussi récompensés.

À la première, Julia Deck, revient donc le prix dans la catégorie Romans français, pour Ann d'Angleterre, roman d'essence très personnelle, consacré à sa mère. Le jury l'a départagée par cinq voix contre quatre à Thomas Clerc pour Paris, musée du XXI^e siècle. "Plus autobiographique, plus grave que les cinq romans précédents de Julia

lumineux hommage à l'écriture, à la littérature".

Du côté des romans étrangers, le prix met (enfin !) en lumière l'œuvre singulière de l'écrivain guatémaltèque Eduardo Halfon, en récompensant son dernier livre paru, Tarentule (traduit de l'espagnol par David Fauquemberg, éd. Quai Voltaire). Un opus délicat et mélancolique, comme sont toutes les fictions de l'auteur de Monastère, de Deuils - au total une petite dizaine d'ouvrages, fidèlement traduits depuis une décennie aux éditions Quai Voltaire, dirigées par Alice Déon. Quant au prix Médicis essai, il salue l'extraordinaire travail de

Julia Deck
Ann d'Angleterre



Deck - dont les espions Viviane -Élisabeth Fauville (2012), Propriété privée (2019) et Monument national (2022) -, Ann d'Angleterre s'attelle à renouer les liens entre une mère britannique brillante et audacieuse et sa fille unique, auto décrite comme dépressive et ombrageuse, abîmée par le divorce de ses parents", écrivait Télérama, rendant compte il y a quelques semaines d'un roman qui sait être aussi un "

Reiner Stach, le biographe allemand de Kafka : trois volumes (Le Temps des décisions, puis Le Temps de la connaissance, et enfin Les Années de jeunesse, traduits par Régis Quatresous aux éditions du Cherche-Midi), quelque deux mille pages passionnantes au total qui, tous ensemble retracent l'existence et explorent l'insondable mystère du génial écrivain de Prague.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D. Hervé AGBODAN Maurille AFERI Pater LATE Kossiwa TCHAMDJA Koffi SOUZA Alan LAWSON Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

POUR PLUS D'ACCÈS AU FINANCEMENT CLIMATIQUE Faure et d'autres dirigeants veulent la contrepartie des crédits carbone cédés en Afrique

Late Pater

Que le carbone séquestré soit comptabilisé dans le calcul du PIB dans le PIB des États africains et ceci peut leur ouvrir l'accès à plus de financement climatique. C'est la réclamation faite par les chefs d'État et de gouvernement africains en marge de la 29e Conférence des parties (COP29) à Bakou. Au cours de la réunion de haut niveau intitulée «Mesurer la richesse verte de l'Afrique» - convoquée conjointement par les chefs d'État congolais, Denis Sassou-N'Guesso, et kenyan, William Ruto, représenté à l'occasion, et le chef du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina - , ils ont demandé que le vaste capital naturel du continent africain soit pris en compte dans la mesure du produit intérieur brut (PIB) de leurs pays. Les présidents rwandais Paul Kagamé, zimbabwéen Emerson Mnangagwa et togolais Faure Essozimna Gnassingbé étaient aussi à la réunion.

Dans le débat, résumé par la Banque africaine de développement, ils ont souligné la contribution unique que les forêts africaines apportent au monde, notamment en matière de séquestration du carbone, de contrôle de la pollution, de rétention de l'eau et de fertilité des sols. Le président Sassou-N'Guesso a déclaré que le continent africain devait tirer le meilleur parti de son capital naturel, qui est négligé ou ignoré dans les comptes nationaux. Cela devrait être intégré dans la richesse d'un pays. «Nous faisons un travail utile pour l'Afrique et le reste du monde, en contribuant à l'accélération de la reconnaissance du dividende environnemental», a-t-il déclaré. Le Kényan, lui, a déclaré qu'au cœur de la conversation des dirigeants se trouve la nécessité de «veiller à ce que les services écosystémiques de l'Afrique, tels que la séquestration du carbone et le contrôle de la pollution, soient valorisés en tant que biens publics mondiaux». Avant d'indiquer qu'«en évaluant de manière appropriée notre richesse verte, les pays peuvent débloquer des flux financiers pour des investissements qui boosteront nos économies et permettront même d'améliorer nos notations de crédit». Le président rwandais a souligné que l'Afrique est un acteur clé dans la lutte contre les changements climatiques. «Malheureusement, le principal obstacle de l'Afrique reste l'accès au financement climatique». M. Kagamé a indiqué qu'il soutenait pleinement le programme audacieux visant à mesurer le capital naturel du continent. «Nous ne demandons pas la charité, mais que le monde paie pour quelque chose qui a une valeur énorme pour nous tous», a-t-il souligné.

Les dirigeants ont félicité le Groupe de la Banque africaine de développement - qui a publié un rapport intitulé «Mesurer la richesse verte des pays : capital naturel et productivité économique en Afrique» - pour son leadership et son engagement à trouver des mécanismes innovants pour mobiliser les soutiens financier et technique nécessaires à la



Faure Gnassingbé (assis) en discussion avec Akinwumi Adesina, lors de la réunion

comptabilisation du capital naturel et à la mesure du produit intérieur brut (PIB) vert des pays africains. M. Adesina a déclaré que le rapport présente des mesures clés pour évaluer et intégrer le capital naturel dans la mesure du PIB de l'Afrique. «L'Afrique contribue de manière significative au bien public mondial pour lutter contre les changements climatiques avec ses vastes ressources en capital naturel, son vaste capital naturel a été sous-évalué». Cette situation, a-t-il dit, fait de l'Afrique une région écologiquement riche, mais financièrement pauvre. «Alors que le PIB de l'Afrique était estimé à 2 500 milliards de dollars en 2018, ce chiffre était 2,5 fois inférieur à la valeur estimée de son capital naturel, évaluée à 6 200 milliards de dollars, incluant en partie une certaine évaluation des services écosystémiques», a souligné M. Adesina. Il a précisé que, selon les estimations préliminaires de la Banque et «sur la base d'hypothèses très prudentes... le PIB nominal de l'Afrique en 2022 aurait pu être augmenté de 66,1 milliards de dollars si l'on avait ajusté les chiffres en ne tenant compte que de la séquestration du carbone. C'est plus que le PIB combiné de 42 pays africains!»

Le dirigeant du Groupe de la Banque africaine de développement a exprimé son inquiétude face à ce qu'il a qualifié d'«accaparement du carbone», caractérisé par le fait que plusieurs pays africains cèdent les crédits

carbone de leurs vastes étendues de terres, tout en ne recevant que très peu en retour. «Alors que le prix du carbone en Europe est élevé et pourrait atteindre 200 dollars la tonne en raison des normes strictes d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne, le prix du carbone en Afrique pourrait être aussi bas que 3 à 10 dollars la tonne», a souligné M. Adesina. Par conséquent, l'Afrique est sous-payée pour le carbone parce que ses puits de carbone sont sous-évalués, a-t-il déploré. En outre, «le carbone séquestré sur les terres ne peut plus être utilisé dans le cadre des contributions déterminées au niveau national du pays», a-t-il ajouté. «Cela signifie que les pays perdent leur souveraineté sur leurs terres», a poursuivi M. Adesina. «L'accaparement du carbone qui se déroule actuellement en Afrique est une proposition perdante», a-t-il ajouté.

Dans leur communiqué, les dirigeants africains ont déclaré qu'ils travailleraient avec d'autres pays en développement et régions du monde, notamment l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que l'Asie, pour forger une alliance mondiale solide afin de s'assurer que le capital naturel soit pris en compte dans le PIB des États. Ils présenteront un rapport complet des résultats de la réunion au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine de 2025, pour examen et adoption.

AWANANA ET SES ÉQUIPES DU HCRRUN DANS LEURS OEUVRES Les sessions d'indemnisations se poursuivent

F. Woussou

Depuis ce 18 novembre, le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), organise une nouvelle session d'indemnisation des victimes non vulnérables des événements politiques au Togo de 1958 à 2005 dans la région des Savanes. Les opérations se déroulent au Centre Robert Cornevin de Dapaong pour les victimes venues des préfectures de Tône, Cinkassé, Tandjouaré, Kpendjal et Kpendjal-Ouest et à la Maison des jeunes de Mango pour celles des préfectures de l'Oti et de l'Oti Sud.

Cette opération d'indemnisation intervient après celle de la région maritime où 780 victimes ont été servies dans les locaux du HCRRUN à Lomé. Les sessions d'indemnisation sont préconisées par la recommandation 53 de la CVJR qui demande



que toutes les victimes directes identifiées par le programme de réparation, fassent l'objet d'indemnisation, modulée en fonction du type de préjudice subi et en tenant compte des critères de vulnérabilité. Du 07 au 12 octobre 2024 déjà, des victimes de la région des plateaux-Est (préfectures d'Akébou, d'Amou, de Haho, d'Anié, d'Est-mono, du Moyen-mono, de Wawa et de l'Ogou) et celle de la région centrale (préfecture de Tchaoudjo, de Blitta, de Sotouboua, de Tchamba et de Mò) ont été servies.

10^e FORUM ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE Au cœur du MAKUTANO 2024, Mme Abira BONFOH évoque l'économie des hydrocarbures

La 10^e édition du Forum économique Makutano s'est tenue du 13 au 15 novembre 2024, au Centre financier de Kinshasa, sous le haut patronage de Son Excellence Félix Antoine Tshisekedi, Président de la République Démocratique du Congo (RDC). Ce rendez-vous annuel des pays d'Afrique centrale auquel a été invitée Mme Abira Bonfoh, l'experte en hydrocarbure, rassemble des dirigeants politiques, des chefs d'entreprise, des experts et des représentants de la société civile pour débattre des enjeux économiques et des opportunités de développement sur cette partie du continent en particulier et de l'Afrique entière en général.

Eric J.

Le MUKATANO ou l'International business forum est le plus grand forum international d'Afrique Centrale, en réalité un réseau d'affaires des hommes et femmes qui pensent profondément à renforcer des coopé-



rations d'envergure entre décideurs africains, entre les secteurs privé et public afin de développer le continent dans toutes ses dimensions. En cette 10^{ème} édition, le MUKATANO peut se vanter d'avoir réuni au moins 2.570 CEO et dirigeants, 647 membres et leaders, permis à plus de 342 contrats d'être conclus et signés au sein du réseau ces trois dernières années. Le Président TSISEKEDI dira : « Notre participation à ce forum est le témoignage éloquent de notre engagement commun pour une Afrique qui prend son destin en main.»

C'est cet engagement qui anime la fondatrice de cet événement économique important et indispensable

à l'Afrique, Mme Nicole SULU, à s'investir ardemment avec l'élite et l'intelligentsia du continent pour explorer toutes les pistes économiques et financières adjacentes. D'où la programmation de plusieurs conférences, panels, B to B et autres échanges de haut niveau qui vont des transports aux hydrocarbures en passant par l'agriculture, l'industrialisation, l'électrification... On parle ici de House. Allons-y!

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence de nombreuses autorités politiques et économiques de la RDC et d'autres pays. Dans son discours inaugural, le Président TSHISEKEDI a rappelé l'importance de ce forum en

taillé sur les défis et les opportunités du financement des projets pétroliers en Afrique. En présence de ministres de la RDC et d'autres pays, ainsi que d'experts mondiaux, elle a souligné les impératifs de collaboration entre acteurs publics et privés pour maximiser les retombées économiques et environnementales des hydrocarbures.

Selon Mme Abira BONFOH, dès la fin de l'année 2022 au début 2023, le continent africain est devenu l'objet de toutes les convoitises, perçu par les puissances occidentales comme une source privilégiée de pétrole. Des efforts substantiels ont été ainsi déployés pour augmenter les livraisons de pétrole africain, no-



tant que plateforme stratégique pour renforcer la coopération régionale et internationale, tout en stimulant les investissements en Afrique. «Makutano est plus qu'un forum, c'est un espace de réflexion collective et d'action concertée pour façonner l'avenir économique de notre continent», a-t-il déclaré.

Les thématiques abordées cette année incluent le financement des projets pétroliers, l'entrepreneuriat féminin, la transformation numérique, et les mécanismes de résilience économique face aux crises mondiales.

Un des temps forts de cette édition a été la session de la Women House, dédiée à la valorisation du rôle des femmes dans le développement économique. Cet espace a accueilli des personnalités éminentes, dont Mme Judith Suminwa, Première Ministre de la RDC, qui a honoré les échanges de sa présence. Les discussions animées par des panelistes influentes ont mis en lumière les barrières systémiques freinant l'accès des femmes aux opportunités économiques et les stratégies nécessaires pour libérer leur potentiel.

Pour elle, il serait beaucoup plus prudent et profitable pour les compagnies pétrolières nationales d'investir dans des champs déjà en production où les risques liés aux investissements initiaux sont déjà maîtrisés. Par expérience personnelle, elle a fait le constat que la majorité des pays africains producteurs de pétrole ont opté pour la libéralisation du secteur pétrolier permettant aux entreprises internationales de participer par le biais d'appel d'offres internationaux. Ainsi, pour attirer ces investisseurs il faut que l'offre soit attrayante, que les projets soient rentables et que les risques soient minimisés. De plus, explicite-elle, la mercatabilité des permis offerts doit être assurée, d'autant plus que les pressions occidentales s'intensifient pour limiter les investisse-

Abira BONFOH à la session VIP Talk de la Hydrocarbons House

Le Jeudi 14 novembre a été particulièrement riche avec des interventions marquantes, notamment celle de l'invitée d'honneur Keynote lors de la session VIP Talk de la Hydrocarbons House. Il s'agit bien de Mme Abira BONFOH dont l'intervention a offert un panorama dé-

(suite à la page 7)

FILIÈRES MAÏS, RIZ, VOLAILLES, TOMATES, MANGUE, ANANAS, ANACARDE, KARITÉ, FONIO, PLANTES À RACINES ET TUBERCULES

Le point de la mise en œuvre des 10 plans d'investissement

Late Pater

Digne successeur du Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA 2010-2015), avec de bonnes intentions, le Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN, 2017-2026) a fait naître, au total, dix (10) plans d'investissement, entre 2022 et 2023, pour les filières maïs, riz, volailles, tomates, mangue, ananas, anacarde, karité, fonio, plantes à racines et tubercules. En grande partie, cela est dû à l'appui budgétaire multisectoriel 2022-2024 de l'Union européenne. Le choix de ces filières dites prioritaires vient, selon le ministère de l'agriculture, de la demande de plus en plus croissante du marché, des conditions agro-climatiques favorables à leur développement, du potentiel de revenu élevé par hectare, de la diversification de cultures qu'ils offrent aux agriculteurs, de la place importante de ces produits dans la cuisine togolaise, de leur contribution à la sécurité alimentaire et au développement économique du pays. Et derrière les plans de développement édités, il y a l'ambition de valoriser ces produits, renforcer les circuits de commercialisation, mettre en place un mécanisme efficace de financement, améliorer la productivité et la qualité des produits, augmenter les superficies emblavées en 2028...

Le ministère de l'agriculture a récemment présenté les réalisations/actions par plan filière entre juin 2023 et juin 2024. Ainsi, pour le maïs, il y a eu la structuration des différents collèges d'acteurs de la filière, la mise en place de l'interprofession, le renforcement des capacités organisationnelles et de gouvernance des acteurs, l'appui à l'animation des cadres de concertation des acteurs de la filière et l'appui institutionnel au fonctionnement de l'interprofession. Les acteurs des trois maillons (production, transformation et commercialisation) bénéficient d'une formation continue. L'interprofession est dotée de matériels roulants et informatiques et de mobiliers de bureau.

Dans le cadre du projet de résilience des systèmes alimentaires (FSRP), financé par la Banque mondiale, 7.090 producteurs de maïs bio fortifié des régions Kara, Centrale, Plateau-est et Maritime sont sélectionnés pour bénéficier des kits d'intrants (semences certifiées, engrais, inoculum, biopesticide) ; une étude de l'impact de la chenille légionnaire d'automne (CLA) sur le rendement du maïs grain est réalisée et validée, une autre phase d'évaluation de l'impact de la période de semis sur le comportement de la CLA est en cours de réalisation en tenant compte des prévisions saisonnières ; des tests d'adaptation et de sélection de nouvelles technologies climato-intelligentes sur le maïs jaune ; l'acquisition et mise à disposition des producteurs, de semences de maïs biofortifié de variétés TZPB et Sammaz 52 ; la diffusion des variétés à haute valeur nutritive dont le maïs jaune ; l'actualisation du manuel de contrôle et de certification des semences ; des règlements techniques particuliers sur la production et la certification de semences de maïs ; du manuel d'inscription des variétés au catalogue. En plus, le projet de compétitivité des entreprises (ProCOMP) et le projet des systèmes alimentaires climato-intelligentes (ProSAC), cofinancés par l'Allemagne et l'Union européenne, travaillent sur l'amélioration de la compétitivité de la filière maïs.

La production du maïs mobilise près de 2 millions de petits producteurs répartis dans tout le Togo.

Pour le riz, l'appui à la structuration des acteurs de la filière riz à travers le renouvellement des membres d'organisations régionales ; l'animation des cadres de concertation des acteurs sur la mobilisation et la gestion des ressources des bureaux ; l'appui au renforcement des capacités des acteurs de la gouvernance des organisations professionnelles de la filière riz (62 acteurs dont 33 femmes) sur les thématiques de la bonne gouvernance et de gestion ; l'appui institutionnel à l'interprofession (fournitures informatiques et bureautiques,

mobiliers de bureau). Sous le couvert du projet FSRP, on brandit la mise en place d'une plateforme d'innovation autour de la chaîne de valeur riz, l'appui en intrants à 28 362 producteurs de riz des régions Kara (semences certifiées, engrais, inoculum, biopesticide), l'acquisition en cours des motoculteurs au profit des producteurs sur les ZAAP, y compris les producteurs de riz, l'acquisition en cours des moissonneuses-batteuses et trieuses calibreuses au profit des structures partenaires du FSRP, la création d'un site web et développement d'une application pour l'opérationnalisation du système informatisé de gestion de la traçabilité des semences, la formation des agents de contrôle et de certification des semences sur le système informatisé de gestion de la traçabilité des semences au Togo, la mise en place d'un pool de formateurs endogènes pour l'appropriation de la technologie d'aménagement simple des bas-fonds rizicoles pour la gestion de l'eau et de l'espace suivant l'approche smart-valleys, la mission de caractérisation et d'évaluation des devis quantitatifs et qualitatifs des travaux d'aménagement de 12 bas-fonds à aménager dans les régions des Savanes, Kara et Centrale, le recrutement en cours de consultants pour la cartographie des acteurs de la filière riz au Togo et l'appui à la mise en place de la section nationale de l'observatoire du riz de la CEDEAO.

Les actions menées au profit des éleveurs de la filière volaille sont : enrichissement du contenu de l'application numérique agricole E-agriconseil+ avec les bonnes pratiques d'élevage de poule locale et de pintade ; réception unique de matériaux de construction des poulaillers traditionnels améliorés et des bergeries traditionnelles améliorées en vue de l'accompagnement des éleveurs de la région des Savanes ; production en cours des plaquettes sur les bergeries et poulaillers traditionnels améliorés ; production de 215 coqs géniteurs et 1.075 poules reproductrices de race locales à livrer aux éleveurs de volaille de la région des Sa-



vanes ; 2 290 poulets reproducteurs SASSO acquis au profit des unités avicoles ; élaboration de 12 modules de formation pour le développement d'une plateforme numérique d'apprentissage en aviculture ; acquisition de 5.000 flacons des 100 doses de ITANEW pour la campagne de vaccination contre la maladie de Newcastle ; 480 éleveurs de volaille identifiés pour recevoir des appuis en noyaux reproducteurs et pour la construction des poulaillers traditionnels améliorés ; élaboration et validation de la cartographie des acteurs de la filière avicole.

Par ailleurs, une mission de prospection est effectuée dans les six régions agricoles pour l'identification des sites de production des semences maraichères (tomate) ; ce qui a permis de retenir sept sites : 2 sites dans les Savanes (Biankouri et Kopunfabé), 2 sites dans la Kara (Solouyo et ferme ASG AGR), 1 site dans la Centrale (ZAPP Kouthoni), 1 site dans les Plateaux-ouest (Hounonkope) et 1 site dans les Plateaux-est (Togoxita). A l'issue du diagnostic, 35 producteurs maraichers identifiés dont six femmes ont bénéficié d'une formation sur les techniques de production de semences maraichères. Et à travers le projet Programme d'aménagement et de mise en valeur des terres agricoles de la plaine de l'Oti (PATA-OTI), près de 1.129 ha de terres sont irrigués pour la production maraichère dans les Savanes. Avec le Programme régional d'intégration des marchés agricoles

(PRIMA), les producteurs des filières maraichage seront aussi appuyés ; une étude pour le développement de système irrigué pour le maraichage est en cours de réalisation sur les corridors transfrontaliers avec le Bénin. Grâce au FSRP, 6.000 producteurs maraichers sont en train d'être identifiés et sélectionnés dans la Kara et la Centrale pour bénéficier des kits d'intrants et de matériels agricoles pour le développement du maraichage.

Plantes à racine et tubercules.

Le projet FSRP a également permis la sélection de nouvelles technologies climato-intelligentes des cultures prioritaires et celles à haute valeur nutritive (patate douce à chair orange, manioc à chair jaune) et la participation de 5 chercheurs (sélectionneurs de racine et tubercule et agroéconomistes) à la rencontre régionale de planification des activités et projets de recherche du centre d'excellence pour les racines et les tubercules et journée portes ouvertes de parc technologique du CORAF. Sans oublier l'élaboration des protocoles de certification de patate douce, manioc et igname. Enfin, la BID aide à élaborer et mettre en œuvre le projet de développement de la chaîne de valeur manioc avec 36 milliards de FCFA.

Pour l'anacarde, dans le cadre du projet de transformation agroalimentaire du bassin de la Kara (PTA-Kara), 1 400 ha sont aménagés pour soutenir la production. Comme actions menées : recensement biométrique de tous les producteurs d'anacardes ; mise en place des variétés hautement productives et résistantes à la sécheresse et aux maladies ; vulgarisation des technologies mises au point ; développement des technologies culturelles adaptées pour la plantation d'anacarde et la production de plants en pépinière, puis la formation des producteurs et les pépiniéristes ; sensibilisation des transhumants pour le respect des couloirs de passage, de la communauté sur la gestion des feux de brousse. Ensuite, construire des magasins de stockage de noix de cajou et développer des produits financiers adaptés à la filière.

Dans la filière ananas, 33 entreprises sont accompagnées sur les bonnes pratiques d'hygiène de transformation et 11 sur la certification, augmentation du tonnage d'ananas transformé de 2133 tonnes en 2022 ; 3 séchoirs automatisés opérationnalisés ; 1.626 producteurs sont accompagnés à travers les champs-écoles, ceci a permis de porter la production d'ananas biologique à 16.000 tonnes en 2023 ; 4.728 emplois directs créés et 351 femmes ont bénéficié d'un renforcement des capacités en itinéraires techniques. Au titre des actions à venir : accompa-

igner l'interprofession à rendre plus de service (vente groupée, TIF, accès au marché, achat groupée) à travers l'approche Coopérative Business School ; intensifier la promotion de la consommation locale (exposition, foires, mesures de protection de la production nationale, etc.) ; renforcer la production biologique (traçabilité, certification) ; capitaliser les besoins en emballages d'autres filières pour proposer des actions notamment la contractualisation (achat groupée), possibilité d'installation d'unité de production d'emballages ; améliorer les facilités accordés aux acteurs de la filière à travers un cadre de concertation public-privé comme le contrat programme par exemple ; améliorer la productivité et la qualité (installation d'une unité du charbon enrichi à l'éthylène pour le traitement d'induction florale, lutte contre le wilt, bonnes pratiques de production) ; renforcer le cadre légal de l'interprofession ; améliorer l'accès par les acteurs de l'intérieur aux prestations des structures nationales de normalisation et de certification ; organiser et renforcer les connaissances des fabricants locaux d'équipements industriels.

Pour la mangue, on parle de la collecte des données de capture dans les vergers de surveillance et émission des alertes ; l'homologation de deux produits de lutte contre les mouches de fruits, puis la formation des producteurs de mangue sur leur utilisation ; l'organisation de l'assemblée générale des acteurs de la filière mangue au Togo.

Les principales actions de la filière karité sont essentiellement la structuration et l'accompagnement de l'interprofession, la mise à disposition de matériels végétaux améliorés, la formation des pépiniéristes.

Enfin, le ministère avance des appuis en crédit-intrants qui ont permis de doter les producteurs des semences améliorées de fonio pour booster leur production et augmenter les rendements, et des formations sur la bonne utilisation des engrais et sur l'utilisation des semences certifiées. Au Togo, le fonio est la cinquième céréale la plus consommée après le maïs, le sorgho, le mil et le riz.

Maintenant, la grande question : est-ce que tout ceci fait avancer ? Le ministère parle toujours des « défis à surmonter pour un accompagnement soutenu de l'ensemble des filières ». Il faut juste se souvenir que le plan d'investissement du PNIASAN lui-même a écrit que « le Togo fait partie des pays à déficit vivrier et consacre, chaque année, une part importante de son budget dans l'importation de produits alimentaires ; les tendances montrent une croissance annuelle des besoins en produits alimentaires en lien avec la croissance démographique estimée à 3% environ ; si rien n'est fait, à l'horizon 2025, le Togo continuera à importer massivement des produits alimentaires alors qu'il dispose de potentialités agricoles considérables ; le faible rendement agricole a un impact sur les conditions de vie des populations agricoles, avec une prévalence de la pauvreté rurale estimée à 68,7% (contre une moyenne nationale de 55,1%) avec 72,6% de pauvres dans la catégorie des indépendants agricoles ; cette situation accentue la vulnérabilité des populations rurales par rapport à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition ».

SOCIÉTÉ

Ces gestes inciviques qui gangrènent la vie quotidienne

Etonam Sossou

Dans les rues animées de Lomé et dans les quartiers les plus reculés du Togo, des gestes inciviques rythment encore le quotidien de nombreux citoyens. Dépôts d'ordures sauvages, non-respect du code de la route, vandalisme ou tapages nocturnes : ces comportements, bien que dénoncés, continuent d'avoir des répercussions négatives sur la vie collective.

Des comportements ancrés dans les habitudes

La scène est presque banale dans certains quartiers de Lomé : des sacs poubelles jetés au bord de la route ou dans les caniveaux. Kodjo Akouvi, riverain à Adidogomé, partage son exaspération : « Chaque matin, je trouve des ordures déposées devant ma porte. Pourtant, des papiers à ordures sont disponibles à quelques mètres. Ce manque de civisme rend notre environnement insalubre. »

Le non-respect du code de la route est également une source de frustration. Amélé Kossi, une commerçante, raconte une scène qui l'a marquée :



« Un taxi-moto a traversé sans respecter les feux tricolores, provoquant un accident. Heureusement, il n'y a pas eu de mort, mais cela montre à quel point certains conducteurs manquent de discipline. »

Des conséquences désastreuses

Ces gestes inciviques ne sont pas sans conséquences. Les dépôts sauvages d'ordures entraînent l'obstruction des caniveaux, accentuant les inondations en période de pluie. Le non-respect du code de la route provoque des accidents, parfois mortels. Le tapage nocturne, quant à lui, nuit à la quiétude des citoyens, affectant la santé et la

productivité. Jean-Baptiste Amouzou, un fonctionnaire, évoque son quotidien perturbé par des nuisances sonores : « Dans mon quartier, des bars diffusent de la musique à pleine puissance jusqu'à l'aube. Même après des plaintes, rien ne change. On se sent abandonnés. »

Face à ces problèmes, les autorités locales tentent de réagir. Des campagnes de sensibilisation sont menées, et des amendes sont infligées aux contrevenants. Cependant, leur impact reste limité. Afi Edoh, membre d'une association environnementale, estime que les solutions doivent être collectives. « Il faut éduquer les citoyens, mais

aussi offrir des alternatives viables. Par exemple, augmenter le nombre de points de collecte des ordures et rendre leur accès plus abordable. », précise-t-elle.

Le rôle des leaders communautaires est également crucial. Dans certains quartiers, des initiatives de veille citoyenne sont mises en place pour surveiller et dénoncer les comportements inciviques. Les Togolais sont unanimes : le changement commence par chacun. Akpawou Komlan, un chef traditionnel, rappelle : « Le civisme n'est pas seulement une affaire de lois ou de sanctions. C'est une question de respect mutuel et d'amour pour notre pays. Si chacun joue son rôle, nous pourrions transformer nos communautés. »

Les gestes inciviques, bien que répandus, ne sont pas une fatalité. Avec une sensibilisation accrue, des infrastructures adaptées et une mobilisation citoyenne, le Togo peut espérer une amélioration significative de son cadre de vie. En attendant, chacun est appelé à faire preuve de plus de responsabilité et de respect envers les autres et l'environnement.

FOOTBALL/ELIM CAN 2025

Les Eperviers finissent sur une victoire 3-0 face à la Guinée équatoriale

Malgré une victoire convaincante de 3-0 face à la Guinée Équatoriale, les Eperviers du Togo n'ont pas réussi à se qualifier pour la Coupe d'Afrique des Nations 2025. Un succès qui vient toutefois récompenser les efforts des joueurs et de leur sélectionneur, Daré Nibombé.

Hervé A.

Lors de cette dernière journée des éliminatoires, les Togolais ont montré un visage bien différent de celui des rencontres précédentes. Dès les premières minutes, les Eperviers ont imposé un rythme élevé et se sont montrés dangereux. C'est finalement Yaw Annor qui a ouvert le score à la 14ème minute, suivi d'un doublé en fin de match. Kevin Denkey a également marqué son but, mais sa frappe a heurté le poteau en première période.

Malgré cette victoire, le sélectionneur togolais, Daré Nibombé, a exprimé sa déception de ne pas avoir atteint l'objectif principal : la qualification pour la CAN. "On gagne enfin un match. Tout ce qui nous manquait dans les autres matchs. Aujourd'hui on a eu de la réussite, on a été efficace dans le rectangle adverse, on a fait un match sérieux. Les garçons ont été à l'écoute dans l'engagement, l'état d'esprit et c'est ce qui nous a emmené à ce résultat positif. Mais on reste déçus de ne pas se qualifier pour la CAN parce que c'était l'objectif", a-t-il déclaré à l'issue de la rencontre.

Avec cette victoire, les Eperviers terminent à la troisième place du groupe. Le regard se tourne désormais vers les prochaines

échéances, notamment les éliminatoires de la Coupe du monde 2026 qui reprennent en mars prochain. Daré Nibombé et ses joueurs auront à cœur de rebondir et de montrer un visage encore plus convaincant.

Le Bénin qualifié à Tripoli

Lundi, en ballottage favorable, le Bénin a composé son billet en tenant tête à la Libye chez elle dans la chaude ambiance de Tripoli (0-0). Les Guépards ont eu plusieurs occasions de prendre les devants, à l'image de cette tête de Tosin Aiyegun sur la barre et surtout de ce tir de Steve Mounié attrapé in extremis par le gardien adverse après avoir possiblement franchi la ligne.

La polémique aurait pu enfler si la Libye en avait profité pour marquer mais Marcel Dandjinou a effectué un arrêt décisif à l'heure de jeu, tandis qu'une tête libyenne est passé juste à côté durant le temps additionnel. Ce sont donc bien les hommes de Gernot Rohr qui se qualifient avec 3 points d'avance sur la Libye, 4e, et en devançant le Rwanda, 3e, seulement au bilan des confrontations directes !

En effet, les Amavubi terminent eux aussi avec 8 points après avoir décroché une victoire surprise à Uyo, sur les terres du Nigeria, vice-champion d'Afrique en titre et déjà qualifié (2-1). Ange Mutsinzi (72e) et Innocent Nshuti (75e) ont ren-



versé la vapeur en trois minutes alors que Samuel Chukwueze avait ouvert le score pour les Super Eagles (59e). Que de regrets pour les Rwandais, passés tout près d'une première participation à la CAN depuis 2004. Mais c'est bien le Bénin qui participera au tournoi pour la première fois depuis son quart de finale surprise en 2019.

Scénario des plus cruels aussi pour le Niger dans le groupe F. En effet, les hommes de Badou Zaki ont frappé fort en s'imposant 2-1 à Accra contre un Ghana déjà éliminé. Jerry Afriyie avait pourtant égalisé pour les Black Stars (67e) en réponse à l'ouverture du score

d'Ousseni Badamassi (22e), mais Oumar Sako a arraché la victoire à la 92e minute pour le Mena, avant que Mohammed Kudus ne manque le penalty de l'égalisation à la 95e minute !

Malgré ce succès de prestige, le Niger ne disputera pas sa première CAN depuis 2013 car devancé d'un point par le Soudan, parvenu à assurer sa qualification en tenant tête à l'Angola, déjà qualifié, à Benghazi en Libye (0-0). C'est donc le Ghana qui termine dernier de cette poule en buvant décidément le calice jusqu'à la lie... Les trois derniers qualifiés pour la CAN 2025 seront connus ce mardi.

BREVES

Les sélections américaines 2028 envisagées au Coliseum

La Fédération américaine d'athlétisme (USATF) tourne déjà ses regards vers Los Angeles 2028. Normal. Son directeur exécutif, Max Siegel, a expliqué à Associated Press son souhait de voir les sélections olympiques en 2028 disputées au Coliseum de la ville californienne, où se dérouleront les compétitions d'athlétisme des Jeux.

"Ce n'est un secret pour personne que notre souhait est d'organiser quelque chose sur la côte ouest, et de préférence à Los Angeles, a-t-il confié. Nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour essayer d'avoir nos sélections au Coliseum."

Max Siegel a précisé que l'USATF envisageait de réduire la durée des trials en 2028, habituellement étirés sur une dizaine de jours, et de les prévoir le plus près possible du début des Jeux olympiques, et non pas six ou huit semaines à l'avance comme pour les éditions antérieures. Objectif : proposer aux athlètes américains une expérience la plus proche possible de celle des épreuves olympiques. Problème : l'idée de prêter le Coliseum quelques semaines avant les Jeux ne semble pas du goût de Casey Wasserman, le président de LA 2028.

Le Californien estime que les sélections sur le site des Jeux "ajouterait un niveau de complexité" à la planification du comité d'organisation. Mais il n'exclut pas complètement ce scénario, rappelant que les sélections olympiques d'athlétisme se sont déroulées au Coliseum avant les Jeux de Los Angeles en 1984, puis à Atlanta avant ceux de 1996. Depuis 2008, l'USATF a organisé toutes les éditions des trials au Hayward Field, à Eugene, sur le campus de l'université de l'Oregon.

Medhi Benatia pourrait devenir directeur sportif de l'OM

Actuellement conseiller sportif - en externe - du président Pablo Longoria à l'OM, Medhi Benatia devrait bientôt signer un contrat au sein du club pour en devenir le directeur sportif.

Arrivé au poste de conseiller sportif de l'OM il y a un an, Medhi Benatia pourrait voir son rôle se pérenniser très prochainement avec la signature d'un contrat qui prendrait la forme d'un CDD de deux ans et demi. Concrètement, il s'agirait plus d'une signature que d'une prolongation puisque Medhi Benatia travaillait pour le club en tant que consultant externe, son activité précédente d'agent lui interdisant d'occuper immédiatement après un rôle de directeur sportif.

Si l'accord n'est pas signé, le climat est positif. L'ancien défenseur de la Juventus entretient une relation très fluide avec Pablo Longoria qui le tient en haute estime et qui souhaite s'inscrire dans la durée avec lui. Il s'agit d'une aventure commune avec l'entraîneur Roberto De Zerbi. C'est pour cela que le nouveau contrat de l'ancien capitaine de la sélection marocaine pourrait être calqué sur celui de De Zerbi et donc prendre fin en juin 2027. Invité de Rothen s'enflamme sur RMC le 12 novembre, Medhi Benatia n'avait pas caché le plaisir qu'il prend dans sa mission au sein de l'OM.

L'ex-footballeur ne voulait pas faire de la question financière un frein à la poursuite de sa collaboration avec le club phocéen. "Je travaille tous les jours comme si j'allais rester 10 ans à Marseille", avait-il ainsi affirmé au micro de RMC. "Je ne serai jamais un problème pour l'OM. Je n'ai besoin de rien, je veux simplement aider ce club à grandir, essayer qu'on vive de vraies soirées."

Un trophée d'exception pour une Coupe du Monde des Clubs inédite

La FIFA a dévoilé le jeudi 14 novembre le trophée tant attendu de la nouvelle Coupe du Monde des Clubs de la FIFA. Une œuvre d'art qui reflète l'ambition et l'envergure de cette compétition inédite, qui se tiendra aux États-Unis en juin et juillet 2025.

Réalisé par le prestigieux joaillier Tiffany & Co., le trophée est une véritable ode au football. Plaqué or 24 carats, il arbore un design à la fois moderne et intemporel. Des inscriptions gravées au laser retracent l'histoire du football, tandis que des symboles célestes évoquent la portée universelle de cette compétition.

Le trophée est également un symbole d'unité et d'inclusion. Les 211 associations membres de la FIFA sont représentées, ainsi que les six confédérations continentales. Des gravures en 13 langues et en braille soulignent le caractère universel du football. De plus, un espace est réservé pour accueillir les emblèmes des futurs vainqueurs, faisant de ce trophée un véritable héritage.

Le design du trophée est particulièrement novateur. Il peut se transformer d'un bouclier imposant en une structure orbitale dynamique, offrant ainsi une multitude de possibilités de présentation. Cette conception unique a été inspirée par l'exploration spatiale, les éléments chimiques et les cartes géographiques, soulignant ainsi le caractère universel du football.

Le président de la FIFA, Gianni Infantino, s'est réjoui de ce dévoilement : "Ce trophée est un symbole de l'avenir du football. Il représente l'apogée du football de clubs et sera remis au vainqueur d'une compétition qui réunira les meilleurs clubs du monde."

Le tirage au sort de la Coupe du Monde des Clubs de la FIFA aura lieu le 5 décembre à Miami. Les fans du monde entier pourront bientôt découvrir les différents groupes et le calendrier des matchs. Ce nouveau trophée marque le début d'une nouvelle ère pour le football mondial. Il est le symbole d'une compétition ambitieuse qui réunira les meilleurs clubs de la planète.

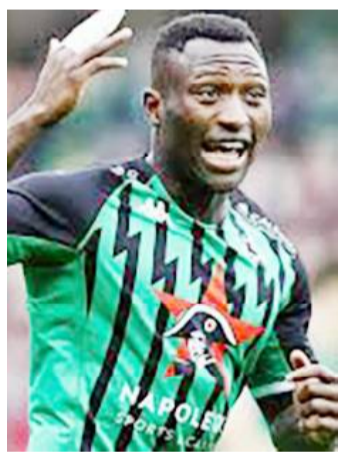
MERCATO/

Kevin Denkey quitte le Cercle de Bruges pour un montant record !

Kevin Denkey (23 ans) poursuit sa carrière au FC Cincinnati en Major League Soccer. Le Cercle de Bruges a conclu un accord avec le club américain pour le transfert de l'attaquant togolais, ce qui en fait le transfert entrant le plus cher de l'histoire de la MLS.

Avec un montant de transfert de 16,6 millions d'euros, dont 15,3 millions en paiement fixe, le record de transfert du Cercle de Bruges est également battu. De plus, le club recevra 10 % d'une revente future.

Alors que la finalisation officielle du transfert devrait intervenir aujourd'hui, Denkey restera temporairement disponible pour le Cercle puisque ce transfert ne sera effectif qu'au 1er janvier 2025, ce qui signifie que Kevin Denkey pourra encore rendre de précieux services au Cercle de Bruges, qui a vécu un début



de saison délicat. Jusqu'au dernier match de l'année des Brugeois, programmé le 27 décembre? Ce n'est pas encore très clair, mais le Togolais sera en tout cas de la partie, ce samedi, pour le déplacement au Standard.

Denkey a déjà impressionné énormément cette saison et la précédente par sa capacité à marquer des buts, ce qui explique l'intérêt de Cincinnati. Le club américain voit en lui un renfort clé pour hisser l'équipe à un niveau supérieur dans une MLS de plus en plus compétitive.

Pour le Cercle, ce transfert n'est pas seulement une perte sportive, mais aussi un succès financier. Le montant record et la clause de revente offrent aux Brugeois des possibilités d'investissement supplémentaires dans l'équipe. Et bien sûr dans le nouveau stade et le complexe d'entraînement.

Les prochaines semaines diront comment le Cercle compensera le départ de leur meilleur buteur, même si cela avait été anticipé cet été. Cependant, les nouveaux attaquants n'ont pas encore fait sensation.

VOLLEYBALL/

Fabio Azevedo : Un nouveau souffle pour le volleyball mondial

Le Brésilien Fabio Azevedo a été élu président de la Fédération Internationale de Volleyball (FIVB) lors du 39ème congrès, marquant un tournant décisif pour ce sport. Son élection, le 16 novembre 2024 à Porto, au Portugal, a suscité un grand enthousiasme au sein de la communauté du volley-ball mondiale.

Né à Magé, au Brésil, en 1971, Fabio Azevedo a consacré sa vie au volleyball. Après avoir gravi les échelons au sein de la Confédération Brésilienne de Volleyball (CBV), il a joué un rôle déterminant dans la transformation du sport au Brésil. Sous sa direction, la CBV est devenue un modèle de réussite, avec un budget multiplié par 15 et des résultats sportifs exceptionnels.

Son expertise s'est rapidement étendue au niveau international. En tant que Directeur Général de la FIVB, il a lancé des initiatives révolutionnaires telles que la Ligue des Nations de Volleyball (VNL)

et le système de challenge vidéo, modernisant ainsi le sport et le rendant plus attractif pour les fans.

Porté par une vision ambitieuse, Fabio Azevedo entend révolutionner le volleyball mondial. Il souhaite notamment démocratiser ce sport en le rendant accessible à tous, en l'inscrivant dans une démarche de développement durable et en tirant parti des dernières innovations technologiques pour offrir une expérience unique aux joueurs et aux fans.

Le volleyball mondial, bien qu'en pleine croissance, doit faire face à un

environnement sportif en constante évolution. La concurrence d'autres sports, l'avènement du numérique et les enjeux du développement durable constituent autant de défis à relever pour assurer la pérennité de notre discipline.

Avec Fabio Azevedo à sa tête, la FIVB est prête à relever ces défis et à écrire un nouveau chapitre de son histoire. Son expérience, sa vision et son énergie sont autant d'atouts pour faire du volleyball l'un des sports les plus populaires et les plus appréciés au monde.



DANS LES ZONES HUMIDES DES BASSINS DU LAC BOKO/ZOWLA ET HINTERLAND

Sauvegarde du patrimoine naturel et de la restauration de la biodiversité grâce au projet WACA

F. Woussou

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet WACA ResIP au Togo, plusieurs sous-projets ont été élaborés dans le cadre du renforcement de la résilience des communautés. L'un de ces sous-projets est : « Sauvegarde du patrimoine naturel et de la Restauration de la Biodiversité dans les zones humides des bassins du Lac Boko/Zowla et Hinterland ». Les activités inscrites dans la mise en œuvre de ce sous-projet sont relatives au reboisement des berges du lac Zowla, aux activités génératrices de revenus et la construction des latrines dans la localité de Boko-Zowla.

Le reboisement

Le reboisement est l'activité principale de ce sous-projet. Elle a permis de mettre des plants en terre sur une superficie d'environ dix hectares de forêt galerie dans la préfecture.

« C'est l'une des activités les plus réussies », affirme à l'Unité de gestion (UGP) du projet WACA ResIP. Selon Yawo Komi, le coordonnateur adjoint de WACA Togo, à travers le reboisement, la communauté a pris conscience aujourd'hui de l'importance de préserver la mangrove. Il a soutenu que les activités de sensibilisation ont amené les communautés à comprendre qu'en détruisant la mangrove, elles jouent contre leurs propres survies parce que la mangrove permet d'abord de préserver le lac qui est très important dans la vie de la communauté de pêcheurs, de même que la mangrove constitue également un site de reproduction pour les poissons. Ainsi, tant que la mangrove et la forêt galerie existeront, l'activité de pêche va prospérer. « Cette prise de conscience de la communauté de préserver la mangrove est très importante », note Yawo Komi qui rappelle aussi que cette activité de reboisement a créé beaucoup d'emploi à travers la main d'œuvre locale. « Tout ça là, a profité à des jeunes, des femmes, des vieux qui ont pu travailler sur cette activité pour gagner de l'argent », déclare Yao Komi.

En dehors de ça, il y a la construction du siège du Comité Inter Villageois de Gestion du Lac Boko-Zowla (CIVIGBOZO) et la construction des latrines dans 10 villages autour du lac, l'acquisition des poubelles installées dans les écoles.

Activités génératrices de revenus

Outre le maraîchage, l'une des activités inscrites dans le sous projet est celle qui visait à équiper et former des groupements de femmes transformatrices de noix de coco et de manioc en techniques améliorées. Nous sommes dans un milieu où beaucoup de femmes s'adonnent à cette activité mais elles le faisaient avec leurs moyens de bord, d'une manière traditionnelle. Aujourd'hui grâce à l'intervention du projet Waca, ces femmes-là ont acquis des broyeurs qui leur facilitent énormément la vie. Elles peuvent faire l'activité de façon plus hygiénique et moderne et plus facilement. Elles peuvent produire également en grande quantité comme elles le voulaient.

Avec l'aide de l'ONG AVOTODE, les femmes ont appris à mieux gérer leurs bénéfices à travers leur coopérative par une répartition équitable des revenus : la moitié des revenus pour les membres et le restant

dans la caisse commune, constituant ainsi une épargne destinée à assurer la maintenance de leurs équipements.

A travers cette activité, il a été noté une amélioration sensible des conditions de travail de ces communautés. « Nous arrivons à râper les noix avec cette machine. Même si le prix des noix a augmenté, nous réussissons tout de même à tirer notre épingle du jeu en commercialisant le litre de l'huile de coco entre 3000 et 4000 FCFA le litre. Cela nous permet de répondre aux besoins de nos familles », explique Liporo Assamaou, la présidente de l'association des femmes transformatrices de Boko-Zowla.



Mais il faut dire que cette activité est plus ou moins menacée. Les noix de coco, la matière première, deviennent très chères. Les opérateurs économiques du Nigéria et de Bénin viennent acheter les noix en prévente.

Ce qui fait qu'au moment de la récolte, les femmes et les producteurs locaux peinent à trouver une quantité raisonnable de noix pour leur activité. En ces moments-là, le prix de la quarantaine de noix peut flamber

jusqu'à 4000 CFA ou 5000 FCFA contre 2000 ou 3000 F CFA habituellement. L'association des femmes transformatrices de Boko-Zowla en appellent aux autorités locales et administratives pour la protection de leur marché.

Le suivi du sous projet

Il se fait à plusieurs niveaux. Premièrement, au niveau de la structure qui porte le sous-projet, l'association civique Bozo qui est appuyé par l'ONG AVOTODE qui ont fait un travail de suivi au quotidien très apprécié. Le deuxième niveau de suivi c'est avec les directions préfectorales de l'environnement et de ressources forestières qui adressent leur rapport à la coordination et font des

propositions d'amélioration des activités.

Aussi, les commissions préfectorales de développement durable conduites par les préfets descendentes sur le terrain pour constater l'évolution des activités. Ils apprécient les difficultés que les communautés rencontrent et en tant qu'autorité locale et prennent des dispositions pour les aider à les surmonter. Le dernier niveau de suivi, c'est celui de la coordination de l'unité de gestion du projet à travers sa cellule de suivi-évaluation qui également descend sur le terrain pour constater l'évolution des activités, prescrire les mesures à prendre pour pouvoir faire évoluer les activités.

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS AU PLAN RÉGIONAL

Le marketing territorial est expérimenté à Kara, Blitta, Atakpamé, Kpalimé et Aného

Le Togo connaît trois niveaux de disparités sur le plan national. Le premier est le déséquilibre existant entre la capitale Lomé et les autres grandes régions du pays dépourvues suffisamment de ressources naturelles et économiques pour assurer le bien-être de leurs populations ; le deuxième se situe au sein des régions elles-mêmes ; le troisième est lié à la disparité constatée entre les zones urbaines et rurales. Et beaucoup en ont appelé à trouver des solutions aux déséquilibres et disparités constatés entre les régions du Togo car, malheureusement,

les investissements ont souvent préféré aller là où il y a déjà moins de disparités. Ce qui retarde davantage l'harmonie entre les régions. Entre-temps, on a initié la politique nationale de l'aménagement du territoire pour y remédier.

Le ministère de l'Industrie et de la promotion des investissements, lui, a envie d'aller au bout d'une innovation en initiant la stratégie de marketing territorial. Le marketing territorial, dit-il, vise à identifier les potentialités économiques locales et à renforcer l'attractivité des différentes villes pilotes dans le but de dé-

centraliser les investissements directs étrangers et nationaux. « Le Togo, avec sa diversité de paysages et de cultures, regorge de ressources naturelles et humaines encore sous-exploitées. Conscient de ce potentiel, le ministère adopte une approche de marketing territorial pour mettre en avant les atouts propres à chaque région et attirer ainsi les investisseurs ».

La phase pilote de la stratégie a été mise en œuvre dans les villes de Kara, Blitta, Atakpamé, Kpalimé et Aného. Les choix sont justifiés : Atakpamé, avec son potentiel agri-

cole et commercial, se distingue par une production abondante qui contribue à la souveraineté alimentaire du Togo ; Kara, grâce à sa position géographique stratégique, offre des perspectives favorables au développement logistique et commercial ; Blitta, située plus au sud, se distingue par ses ressources naturelles et forestières, ouvrant des opportunités dans l'agro-industrie et l'écotourisme ; Kpalimé, avec ses paysages époustouflants et ses cascades, est une destination de choix pour le tourisme de nature ; et Aného, chargée d'histoire, possède

un potentiel unique pour le tourisme culturel, où chaque coin de la ville dévoile l'âme et l'héritage culturel du Togo.

La stratégie de marketing territorial a été validée fin octobre 2024. Chaque région a son plan de marketing, essentiel pour valoriser ses atouts. Maintenant, admet le ministère, la réussite de cette stratégie repose également sur la collaboration entre les collectivités locales, le secteur privé et les partenaires de développement, chacun apportant son expertise pour un impact maximal.

LOMÉ, LA CAPITALE BLEUE

Un 1^{er} Colloque scientifique international sur l'économie bleue

A partir de ce jour, les enseignants des universités et des experts de l'économie bleue discutent des « Enjeux, défis et perspectives de l'économie bleue en Afrique ». C'est dans le cadre du 1^{er} Colloque scientifique international sur l'économie bleue. Pour les organisateurs, ce colloque vise à explorer ces enjeux tout en mettant en lumière les opportunités offertes par l'économie bleue pour le développement socio-économique des États africains. Ils estiment que les 38 États côtiers possèdent un potentiel énorme pour développer cette économie, mais font face à divers défis tels que le changement climatique, la pollution et la mauvaise gouvernance.

Les paradoxes de l'entrepreneuriat dans le secteur de

l'économie bleue : Analyse des défis liés à l'employabilité et à la responsabilité sociale des entreprises ; Économie bleue et droit : Exploration de la législation maritime et de son impact sur la croissance économique durable ; Comptabilité bleue : Discussion sur l'intégration des aspects environnementaux dans les systèmes de comptabilité nationale, sont quelques axes autour desquels tourneront certaines communications. On révèle qu'on parlera aussi du renforcement de la coopération entre les gouvernements pour une utilisation durable des ressources maritimes en lien avec la gouvernance des océans et croissance bleue, l'étude des impacts du changement climatique sur les écosystèmes marins et les stratégies d'adaptation nécessaires. On



mènera aussi une réflexion sur la conservation marine dans le golfe de Guinée dans le contexte du développement durable.

Dans un document de l'Université de Lomé consulté par L'UNION, il est indiqué que l'économie bleue, sur le continent africain, devient un enjeu majeur émergent. Quelques pays intègrent d'une manière forte cet écosystème dans les plans de développement, en confirmant que l'économie bleue est un véritable atout pour l'Afrique, et son adoption devrait per-

mettre de créer des emplois et de contribuer à l'économie. En outre, l'économie bleue offre des opportunités au développement socio-économique des États africains. En outre, l'économie bleue offre des opportunités professionnelles d'avenir ; l'enjeu consiste à faire correspondre les compétences aux besoins d'un secteur en évolution.

Aussi, l'économie bleue est au carrefour de plusieurs sciences et disciplines, notamment l'économie et la science politique, mais aussi le droit,

la géographie ou la biologie. La construction de l'économie bleue interroge en outre la sociologie, l'anthropologie et la gestion sans oublier la dimension éthique, déontologique et philosophique qu'interroge la durabilité de l'économie bleue attribuée à sa gouvernance. Dès lors, que recouvre le terme économie bleue et pourquoi s'est-elle répandue au cours de cette dernière décennie ? Comment a-telle été construite, par qui et dans quels contextes sociaux ? Quel(s) sens lui donnent les acteurs sociaux, économiques et politiques qui s'y réfèrent ? Quelles différences de signification peut-on observer dans différents pays, continents ? A quelles fins la mobilisent-ils ? Autant de questions auxquelles les participants à ce colloque de trois jours.

DANS LES PLATEAUX

Bilan à mi-parcours du reboisement 2024

Pour la campagne de reboisement 2024, le Gouvernement avait envisagé la mise en terre de plus de 21 millions de plants sur près de 125 532 hectares. La mobilisation a été grande et les initiatives pour atteindre cet objectif ont foisonné. 6 mois après le lancement de la campagne, les autorités sillonnent le pays pour un bilan à mi-parcours.

Dans la région des plateaux, des chiffres disponibles, la direction régionale de l'environnement et des ressources forestières de la zone informe que dans la préfecture de Haho, le bilan présenté fait état de 620.984 plants mis en terre sur 730.000 plants produits pour répondre aux attentes

de la campagne de reboisement. Le reste, soit 109.016 plants, est encore disponible pour la poursuite de la campagne. Ce bilan place la préfecture Haho en 2^{ème} place sur le plan régional. Derrière celle de Kloto, la 1^{ère} de la région, qui a mis en terre 1.234.861 plants sur une superficie de 1.327, 3 hectares.

Dans l'Ogou, la direction préfectorale de l'Environnement et des ressources forestières ainsi que les pépiniéristes privés et les ONG ont produit 549.350 plants de différentes essences et 228.340 plants ont été reboisés sur une superficie de 223,95 hectares avec un reste de 321.000 plants encore disponibles pour la poursuite

des opérations de reboisement. La préfecture a, dans cette logique, occupée sur le plan régional la huitième place sur les douze (12) préfectures des Plateaux.

Dans la préfecture de l'AMOU, les différentes actions ont permis de planter 98 147 différentes essences qui ont été mis en terre. Une contribution très modeste liée retard et à la rareté des pluies cette année. Néanmoins quelques plants de teck, frake, mahoguen, terminalia, manguiers, cacaoyer et cure-dent plantés en mois de juin dernier, ont survécu. Il a été recommandé les layons de pare-feu, l'arrosage, la vigilance vis à vis des feux de brousse en vue de sauve-

garder les domaines reboisés.

Même recommandations dans le Wawa où on enregistre 326.801 plants mis en terre dans les différentes localités de la préfecture. La préfecture de l'Akébou, quant à elle, occupe la 4^{ème} place de la région avec une plantation de 561.043 essences d'arbres.

A AGOU, la préfecture a produit 364.650 plants cette année contre 720.783 plants l'année dernière. Au niveau du reboisement, 438, 48 hectares ont été reboisés avec 442.905 plants contre 313.933 plants sur une surface de 461,935 hectares la campagne écoulée. La préfecture de l'Est-Mono, quant à elle, a occupé la 11^{ème} dans le classement régional pour une



superficie de 4,25 hectares sur laquelle 11. 569 plants ont été mis en terre.

Selon le directeur régional de l'Environnement et des ressources forestières des plateaux, 4.725.624 plants ont été mis en terre pour le moment dans la région. Il a convié tous les acteurs à s'impliquer davantage pour l'atteinte des objectifs gouvernementaux, à savoir, un taux de couverture forestière 25% d'ici l'année prochaine.

QUALITÉ DU PERSONNEL ENSEIGNANT DANS LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

L'assainissement se poursuit ; des enseignants remerciés pour insuffisance de niveau

F. Woussou

Depuis quelques temps déjà, le ministre Dodzi Kokoroko plaide pour un enseignement de qualité au Togo. La transformation des Ecoles normales des institutions (ENI) en Ecole nationale de formation des professeurs d'école (ENFPE) y participait. L'objectif est de mettre sur le marché de l'éducation du Togo, des enseignants hautement qualifiés pour le préscolaire et du primaire au Togo. En octobre dernier, après deux années de formation dans les ENFPE, 2.579 élèves-professeurs d'écoles (EPE) de la promotion 2022-2024 ont reçu leur diplôme.

Pour le secondaire, c'est l'école normale supérieur (ENS) d'Atakpamé qui a fait l'objet d'une réforme qui vise à renforcer la qualité de l'enseigne-

ment et à professionnaliser le métier d'enseignant dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. Les étudiants suivent une formation de six semestres (3 ans), basée sur le système LMD et sanctionnée par une licence professionnelle d'enseignement (LPE).

Dans les établissements publics, le relèvement de niveaux des enseignants se fait donc progressivement. L'appel a été lancé aux établissements d'enseignement privé du primaire et du secondaire de suivre le pas, sous l'œil vigilant des autorités. Le moins que l'on puisse dire, c'est que certains responsables d'établissement privé commencent par appliquer les lois du secteur.

C'est ainsi que le fondateur du Groupe scolaire «AMITIE CONCORDE», suite au rapport de visite

des inspecteurs de la direction régionale de l'enseignement (DRE) a décidé de suspendre, pour insuffisance de niveau, un de ses enseignants de Sciences de la vie et de la terre, SVT. Dans ce même collège, un enseignant de physiques, chimie et technologie, PCT, a été suspendu de sa fonction enseignante et redéployé à la bibliothèque de l'établissement.

Au CPI OUMOUL-MOUMININE sis à Adétikopé, 4 enseignants dispensant les cours dans les matières Français, ECM, SVT-Maths et PCT ont été révoqués pour diplômes non requis en vue de dispenser les cours au secondaire 1. «Ils ont été remplacés ce jour (13 Novembre) par des postulants disposant chacune d'une licence d'enseignement général», affirme la direction de cet établissement.



Dodzi Kokoroko, Ministre des Enseignements primaire et secondaire

Cette décision a été prise en lien avec l'article 28 de l'arrêté de 2021 qui dispose que le personnel enseignant des établissements scolaires ou

centres de formations privés laïcs ou confessionnels est recruté, suivant les degrés, domaines et spécialités d'enseignement ou de formation, parmi les

titulaires de diplômes professionnels ou académiques requis. Plus loin, l'article 38 du même arrêté indique que tout promoteur d'un établissement privé laïc ou confessionnel «emploie les enseignants, encadrateurs et formateurs ayant des qualités et qualifications requises et dont les dossiers ont été validés par le ministère».

Si l'on se fie au dernier concours de recrutement des enseignements lancé par le gouvernement au mois de Septembre 2024, pour le préscolaire et le primaire, on exige désormais un diplôme de professeur d'école (DPE) ou de baccalauréat deuxième partie plus le certificat d'aptitude professionnelles (CAP) 1 degré ou du CEAP plus CAP 1 degré. Pour le premier cycle du secondaire, un diplôme de licence professionnelle (CFENS) ou de licence de spécialité (lettres modernes, anglais, histoire, géographie, mathématiques, sciences physiques, sciences de la vie et de la terre) ou d'un diplôme de baccalauréat deuxième partie plus CAP-CEG est requis.

Pour être enseignant dans le second cycle du secondaire, il faut être titulaire d'un diplôme de maîtrise ou de master 2 dans la spécialité (lettres modernes, anglais, allemand, histoire, géographie, philosophie, mathématiques, sciences physiques, sciences de la vie et de la terre et allemand). «Exceptionnellement pour les options "philosophie et allemand", le diplôme de licence est recevable», relève-t-on.

Comme on peut le constater, le nettoyage se poursuit, surtout dans les établissements privés laïcs ou confessionnels, pour le plus grand bien du système éducatif du Togo.

10^e FORUM ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE

Au cœur du MAKUTANO 2024, Mme Abira BONFOH évoque l'économie des hydrocarbures

(suite de la page 3)

ments dans les énergies fossiles. Dans ce contexte, les Etats lancent des appels d'offres internationaux, les multinationales pétrolières se positionnent, les attributions se font, les sociétés étrangères financent et se remboursent par le biais des contrats de partage de production (CPP) où une partie des revenus est affectée au remboursement de leurs investissements au moment où les Etats perçoivent des redevances et les profits restants sont répartis entre les sociétés étrangères et les Etats. Le CPP est le modèle de contrat privilégié dans le secteur

pétrolier africain.

Toutefois, elle décèle deux problèmes majeurs qui demeurent cruciales dans le secteur en Afrique : l'attractivité des projets et la pression des pays occidentaux sur les banques et les compagnies pétrolières pour réduire les investissements dans le secteur des énergies fossiles. Cela implique la paix, la sécurité, la justice, la politique, un cadre légal solide, une fiscalité avantageuse, le classement du pays dans le B-Ready, le classement des compagnies pétrolières nationales et bien sûr la transparence dans la gestion des ressources. En sus on peut ajouter la nature, la qualité et la

rentabilité des gisements proposés. C'est autant de facteurs qui influencent la décision d'investir dans le secteur pétrolier. Quant à la pression des Ongs à côté de celle de certains pays occidentaux, elle pousse la majorité des grandes banques à réduire considérablement leurs investissements, certaines décident de passer à -25% en 2025 déjà, d'autres à -80% d'ici 2030 et certaines à 0% en 2050. Elles veulent toutes tourner vers les énergies de transition et verte.

Elle insiste sur un pont important qui est la vulnérabilité des économies des pays africains producteurs de pétrole face aux fluctuations des

prix du baril qui affectent directement les finances publiques.

Mme Abira BONFOH a profité pour répondre aux questions de l'assistance au cours des échanges profitables à tous. Elle terminera ses mots en priant chacun de tenir compte des réalités environnementales actuelles dans toute forme d'investissement.

Une plateforme de partenariats et d'initiatives

Au-delà des panels et des discussions, le forum offre des opportunités uniques de rencontres en face-à-face entre investisseurs, entrepreneurs et décideurs politiques. Ces échanges visent à initier des

partenariats stratégiques et à concrétiser des projets structurants pour le continent. Pour les participants, MAKUTANO représente un espace privilégié pour faire entendre leur voix, partager des idées novatrices et co-construire des solutions adaptées aux défis africains. Les débats engagés lors de cette 10^e édition marquent une étape cruciale dans la quête d'un développement économique inclusif et résilient.

Alors que la 10^e édition du Makutano s'est achevée, les résolutions et engagements issus de ces discussions devraient contribuer à redessiner les dynamiques économiques sur le continent.

DATES		RÉSULTATS			
VENDREDI 15 - 11 - 2024	<p>VENDREDI : 15 / 11 / 2024 TIRAGE N° 119 09H00</p> <p>5 numéros : 41 05 34 15 73</p> <p>5 numéros : 07 67 16 63 12</p>	<p>VENDREDI : 15 / 11 / 2024 TIRAGE N° 830 13H00</p> <p>5 numéros : 35 09 41 63 23</p> <p>2 numéros : 28 29</p>	<p>VENDREDI : 15 / 11 / 2024 TIRAGE N° 72 18H00</p> <p>5 numéros : 51 84 02 22 29</p>		
	SAMEDI 16 - 11 - 2024	<p>SAMEDI : 16 / 11 / 2024 TIRAGE N° 120 09H00</p> <p>5 numéros : 29 11 63 52 69</p> <p>5 numéros : 16 21 89 39 28</p>	<p>SAMEDI : 16 / 11 / 2024 TIRAGE N° 386 13H00</p> <p>5 numéros : 21 47 74 64 10</p>	<p>SAMEDI : 16 / 11 / 2024 TIRAGE N° 73 18H00</p> <p>5 numéros : 20 50 06 16 65</p>	
		LUNDI 18 - 11 - 2024	<p>LUNDI : 18 / 11 / 2024 TIRAGE N° 121 09H00</p> <p>5 numéros : 78 35 31 18 76</p> <p>5 numéros : 32 84 64 66 16</p>	<p>LUNDI : 18 / 11 / 2024 TIRAGE N° 1239 13H00</p> <p>5 numéros : 23 80 13 18 31</p>	<p>LUNDI : 18 / 11 / 2024 TIRAGE N° 72 18H00</p> <p>5 numéros : 84 77 01 50 61</p>
GROS LOTS DU TIRAGE N° 1239 DE LOTTO DIAMANT DU 18 NOVEMBRE 2024			GROS LOTS DU TIRAGE N° 72 DE LOTTO GOLD DU 18 NOVEMBRE 2024		
@ LOMÉ # Point de vente 60529 * Un (01) super gros lot de 3.750.000 FCFA * Un (01) gros lot de 2.250.000 FCFA # Point de vente 50335 * Un (01) gros lot de 1.800.000 FCFA # Point de vente 50656 * Un (01) gros lot de 1.750.000 FCFA	@ TABLIGBO # Point de vente 80076 * Un (01) super gros lot de 3.000.000 FCFA @ AMLAMÉ # Point de vente 20341 * Un (01) gros lot de 1.500.000 FCFA		@ DAPAONG # Point de vente 10151 * Un (01) gros lot de 1.250.000 FCFA	@ ANIÉ # Point de vente 20430 * Un (01) gros lot de 1.250.000 FCFA	

Du Lundi au Samedi

Loto
Matinal



NOUVEAU

LA CHANCE

du matin

Une autre possibilité
de **GAGNER PLUS**

9 heures



*Offre soumise à conditions,
Jouez de manière responsable.

18+